

Communiqué de presse:

Le 03/03/25

Communiqué Intersyndicale Université de Bretagne Occidentale

Appel à la mobilisation des personnels et étudiant·es !



Depuis le mois de décembre 2024, la mobilisation des étudiant·es et personnels se développe dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) contre le budget d'austérité adopté par le gouvernement Bayrou. Celui-ci fait suite à des budgets déjà largement insuffisants pour faire face à l'augmentation des effectifs étudiants et des missions de service public. **La précarisation croissante de l'université, de ses étudiant·es, et de ses personnels est déjà manifeste depuis le début du premier "quinquennat Macron".**

Nos organisations ont mis en avant à de multiples reprises **les sources de financements possibles pour le service public de l'ESR** via, par exemple, une réaffectation des moyens du crédit impôt recherche, un contrôle des aides à l'apprentissage ou un arrêt du financement public pour les établissements privés.

Alors qu'il manque aujourd'hui au moins 8 milliards à l'ESR public pour remplir ses missions, que 80 % des universités affichent de réelles difficultés financières, le budget voté par l'Assemblée Nationale le 6 février dernier porte à 1,5 milliards les coupes budgétaires sur l'ESR. Pour l'Université de Bretagne Occidentale, c'est un déficit de 4,5 millions pour 2024 et de 5 millions pour 2025 !

Après des années de sous-financement, les conséquences délétères se concrétisent déjà pour l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche et vont s'aggraver :

- **dégradation des conditions de travail et d'études ;**
- **suppression de filières entières;**
- **réduction drastique des capacités d'accueil ;**
- **annonces de la libéralisation des droits d'inscription** et donc une augmentation de ceux-ci ;
- **risque de fermeture de site délocalisé ;**
- **non-remplacement des départs à la retraite ;**
- **recours massif aux heures complémentaires** pour les titulaires, **aux contrats courts dans les services et les laboratoires** et **à des vacataires** qui contribuent à faire tourner l'Université à moindres frais ;
- **concurrence entre organismes de recherche et universités**, réduction des frais de missions, disparition de pans entiers de recherche, **etc.**

Face à ces attaques, nos organisations appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation unitaire entamée en décembre **qui s'étend dans nombre d'universités** (à Bordeaux, Toulouse, Clermont, Limoges, Caen, Nantes, Rennes, etc.).

Il faut une riposte massive et unitaire pour défendre le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et ses missions fondamentales.

Pour cela, nous réclamons l'adoption d'un tout autre budget qui permette **la création d'emplois statutaires** ; la rénovation des bâtiments ; **la fin de la sélection** ; plus de moyens alloués aux luttes contre les différentes formes de discriminations ; **l'amélioration des conditions de travail, d'études et de vie** pour toutes les personnels et étudiant·es ; **l'abrogation de la réforme des retraites** ; l'augmentation des traitements et salaires ; **la réduction de la précarité des personnels comme des étudiant·es.**

En complément, nous demandons l'arrêt immédiat de toutes les mesures d'austérité ; aucune coupe dans les formations, aucune suppression de groupe de TD, de TP, d'options ; aucun gel des recrutements de titulaires ; des promotions ; l'arrêt des renvois de personnes contractuelles ; aucune hausse des droits d'inscriptions ni de création de diplômes à frais dérogatoires.

Nous appelons tous·tes les personnels et étudiant·es à élargir et à rejoindre le mouvement en cours à l'UBO contre la casse du service public de l'ESR et **à se mettre en grève et/ou à se mobiliser massivement le 6 mars et les 11 et 13 mars prochain** à l'appel de l'Intersyndicale nationale.

